



Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée

145 | 2019
Chiismes politiques

MARTINEZ Luis et BOSERUP Rasmus Alenius (dir)
Algeria Modern From Opacity to Complexity. Hurst
Avril 2016

Claire Dupuy–Lorvin



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/remmm/10199>
ISSN : 2105-2271

Éditeur

Publications de l'Université de Provence

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2019
Pagination : Vol 145
ISSN : 0997-1327

Référence électronique

Claire Dupuy–Lorvin, « MARTINEZ Luis et BOSERUP Rasmus Alenius (dir) *Algeria Modern From Opacity to Complexity*. Hurst Avril 2016 », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* [En ligne], 145 | septembre 2019, mis en ligne le 22 mars 2018, consulté le 30 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/remmm/10199>

Ce document a été généré automatiquement le 30 octobre 2019.



Les contenus de la *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

MARTINEZ Luis et BOSERUP Rasmus Alenius (dir) *Algeria Modern From Opacity to Complexity*. Hurst Avril 2016

Claire Dupuy–Lorvin

- 1 Depuis la fin des années 1990, l'Algérie reste un terrain délaissé par les chercheurs en sciences sociales comparativement au Maroc et à la Tunisie. Paru en 2016, l'ouvrage collectif *Algeria Modern* dirigé par Luis Martinez et Rasmus Alenius Boserup réunit sept contributions qui s'attèlent à saisir les changements politiques en cours en Algérie sous la présidence d'Abdelaziz Bouteflika et particulièrement, depuis le début des années 2010. Plus qu'un état des lieux, l'idée ici est de proposer une lecture au travers du prisme des sciences sociales d'une Algérie moderne prise dans sa dimension contemporaine.
- 2 Cet ouvrage reprend des thématiques déjà identifiées dans le cadre de travaux antérieurs sur les situations autoritaires et en propose une actualisation à l'aune de la période étudiée et de matériaux nouvellement accessibles. En effet, l'hypothèse forte de Luis Martinez et de Rasmus Alenius Boserup repose sur une mise en visibilité des acteurs et des mécanismes politiques sous les différents mandats de Bouteflika. Rompant avec une période d'opacité, générée notamment par le système de parti unique, puis la guerre civile, cette mise en visibilité offre de nouvelles possibilités de recherche aux politistes et aux sociologues. Les différentes contributions présentées permettent ainsi d'éclairer certains points que la situation antérieure ne permettait pas de démêler. Si le propos de cet ouvrage réside essentiellement dans les apports heuristiques que permettent ces changements, nous regrettons néanmoins que ce processus de dévoilement du système politique ne soit pas suffisamment abordé comme un objet de recherche en soi.
- 3 Au fil des contributions se dessine tout d'abord la manière dont fonctionne le pouvoir en Algérie ; les travaux présentés apportent des éléments de réponse à des questions

jusqu'à présent difficiles à traiter. Quels sont les groupes qui participent à l'exercice du pouvoir ? De quelle manière se construisent les politiques publiques ? Quelles sont les contraintes qui pèsent sur ces groupes et sur la mise en œuvre de l'action publique ? Le second thème largement développé dans cet ouvrage est relatif aux évolutions de la contestation, aussi bien en termes de pratiques que de rapport à l'Etat ; et à la manière renouvelée dont le pouvoir tente de gérer celles-ci. Enfin, en filigrane de ces phénomènes, apparaissent tout au long de l'ouvrage, les nouveaux défis auxquels est confrontée l'Algérie contemporaine : instabilité régionale grandissante, émergence et mutation des mobilisations au sein de différents segments de la population, baisse des revenus issus de la rente...

- 4 Dans le premier chapitre, Luis Martinez tente de caractériser un pouvoir aux acteurs et aux contours flous, et s'efforce par là-même de démythifier l'idée d'une hégémonie d'une institution sur les autres. Celui-ci appréhende le système politique algérien comme une coalition d'acteurs en situation de collaboration ou de rivalité, constitués en tant que groupes d'intérêt, qui tentent d'influencer le processus de prise de décision et le gouvernement. Dans ce cadre, le changement intervient dans les négociations et jeux de pouvoir entre ces différents groupes. Cette approche met en lumière la manière dont l'évolution des rapports de force entre ces acteurs joue un rôle dans les choix de politique publique. La contribution d'Abdenour Benantar notamment apporte un éclairage nouveau sur les acteurs et la fabrique des politiques en matière de sécurité de l'Algérie. En identifiant les acteurs participant à la construction de ces politiques, celui-ci montre que dans un contexte de réduction des prérogatives de l'appareil militaire et d'une instabilité régionale accrue, on observe un transfert d'une partie des compétences en matière de sécurité de l'armée vers l'autorité civile.
- 5 De même, en privilégiant une approche néo-institutionnaliste, Samia Boucetta renouvelle les travaux sur l'Etat rentier. La démarche historique de cette dernière permet de mettre en évidence la difficulté à changer le cadre cognitif et de référence des acteurs prenant part à l'élaboration de la politique économique algérienne. Ces phénomènes de dépendance au sentier permettent d'expliquer, pour partie, les mécanismes de résistance au changement en matière de politique économique sous la présidence d'Abdelaziz Bouteflika en dépit d'un programme affiché d'autonomisation vis-à-vis des revenus générés par les hydrocarbures, et alors même que réside un consensus parmi les acteurs de l'économie sur ce point.
- 6 D'autre part, les différentes contributions tendent à montrer l'évolution des formes de contestation sous la présidence d'Abdelaziz Bouteflika en mettant l'accent sur la manière dont pouvoir et groupes protestataires font preuve de certaines accommodations dans un cadre autoritaire. Rasmus Alenius Boserup s'appuie sur les travaux de Charles Tilly pour montrer comment la pacification des modes de contestation populaire depuis le milieu des années 2000 s'est développée en lien avec une politique de réformes lentes s'appuyant sur le levier de l'aide sociale désamorçant ainsi des formes plus violentes de mobilisation. Les contributions de Rasmus Alenius Boserup et d'Edward McAllister soulignent la manière dont la population a intégré les contraintes inhérentes au régime et comment elle déploie des formes de contestation politique indirectes. A l'instar des mobilisations en cours dans les années 1980, les revendications portées par les populations sont essentiellement de nature socioéconomique ou identitaire. Cependant pour Rasmus Alenius Boserup, ces nouvelles mobilisations n'appellent pas à des changements profonds de régime, mais au

contraire, exhortent l'Etat à renforcer ses politiques sociales ou à étendre ses engagements en faveur de segments spécifiques. Ce phénomène consolide l'hypothèse d'une adaptation des populations au système en place qui fait de ces modes de contestation un choix rationnel en phase avec la nature du régime. A partir d'une analyse ethnographique de la jeunesse dans le quartier populaire algérois de Bab el-Oued, Edward McAllister rejoint cette idée d'une intégration par la population d'un système de contraintes. En rupture avec l'idée d'une jeunesse urbaine algérienne apathique, l'auteur montre comment ces jeunes, tout en rejetant des formes politiques conventionnelles jugées inefficaces, usent de manière subtile de codes inhérents à leur génération afin d'élargir un espace normatif contraignant. S'il en ressort une vision cynique de la politique traditionnelle, la maîtrise de codes propres aux différentes sous-cultures urbaines et la réappropriation d'une mémoire sociale liée au quartier sous-tendent des accommodations politiques innovantes et alternatives. Ces deux contributions, au travers d'échelles d'analyse différentes, démontrent une conscience et une maîtrise poussée des populations à l'égard des contraintes qui dominent l'espace d'expression politique.

- 7 La manière dont le régime neutralise d'éventuelles formes de contestation est fortement liée à la faiblesse maintenue par le pouvoir de l'efficacité des canaux traditionnels de protestation : partis politiques, associations, syndicats. Dans son chapitre sur les partis islamistes algériens, Djallil Lounnas montre bien comment la cooptation du Mouvement de la Société pour la Paix (MSP) et d'Ennahda-Islah dans les années 2000 a contribué à désamorcer une partie de la charge contestataire inhérente à l'islam politique algérien. La participation du MSP à l'alliance gouvernementale a coupé le parti d'une partie de sa base électorale et a participé à l'érosion de sa crédibilité en tant qu'opposant. De plus, les mouvements d'inclusion-exclusion des partis islamistes et l'augmentation des agréments alloués aux organisations partisans depuis 2012 ont largement contribué à une fragmentation des formations islamistes et à une dilution accrue du rôle des partis politiques en général. Pour Rasmus Alenius Boserup, le maintien par le pouvoir de la faiblesse des organisations traditionnelles de participation politique contribue à l'augmentation de mobilisations populaires spontanées et déviées de revendications proprement politiques.
- 8 Les deux derniers chapitres, respectivement écrits par Abdennour Benantar et Anouar Boukhars, décrivent comment l'insécurité grandissante aux frontières et les mobilisations dans le sud du pays font de la gestion du Sahara un enjeu central pour le pouvoir algérien. Dans un contexte de crise dans les états voisins, l'Algérie se retrouve face à un dilemme entre son principe de non-intervention à l'étranger et la protection de son intégrité territoriale face à des menaces transfrontalières. Pour Abdennour Benantar, le pays fait le choix d'un renforcement de la coopération militaire en accentuant ses relations bilatérales avec le Mali et la Tunisie en matière de lutte contre le trafic d'armes et le terrorisme. Cependant, entre l'intervention française au Mali en 2013 et la difficulté à trouver des interlocuteurs en Libye dans une situation où l'Etat reste faible, les choix sécuritaires de l'Algérie sont mis à mal. Par ailleurs, le Sud de l'Algérie est depuis 2012 en proie à une émergence de la contestation sociale. Le chômage, l'exclusion, le sentiment d'injustice entre le Nord et le Sud dans la redistribution de la rente, sont au cœur des revendications. Anouar Boukhars souligne la collusion forte entre réseaux contestataires, criminalité et djihadisme dans la région

qui vient davantage complexifier la gestion par l'Etat central de cette partie du territoire.

- 9 Ainsi, l'ouvrage collectif ici présenté n'est pas simplement à appréhender comme un instantané de l'Algérie des années 2010, mais plus comme les premiers jalons permettant de développer une multitude de pistes de recherche, en particulier sur le fonctionnement des régimes autoritaires. Il constitue un appel explicite et stimulant aux universitaires à s'emparer de ce présent.
-

AUTEUR

CLAIRE DUPUY-LORVIN

Doctorante en science politique au CHERPA – IEP d'Aix-en-Provence